



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-le-Temple, le 14/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LAFARGE Granulats

ZI - 7 rue du saut du lièvre
77130 Montereau-Fault-Yonne

Références : E 24 2485
Code AIOT : 0006515812

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2024 dans la carrière de sables et graviers alluvionnaires LAFARGE Granulats implantée à 77114 Hermé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE Granulats
- CHEMIN DE BRAY AUX CHAISES 77227014 77114 Hermé
- Code AIOT : 0006515812
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral n°2015/DCSE/M/001, la société LAFARGE GRANULATS FRANCE est autorisée à exploiter une carrière de sables et graviers alluvionnaires de 66 ha environ avec une production maximale annuelle de 450 000t ainsi qu'une installation de lavage de matériaux sur le territoire de la commune de Hermé. Cette autorisation d'exploiter a été accordée pour une durée de 20 ans. L'arrêté de prescriptions complémentaires n° 2021 DRIEAT UD77 044 du 13 avril 2021 a notamment modifié le phasage et les montants de référence des garanties financières de la carrière.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitation de la carrière a été perturbée par les inondations de 2024.

L'exploitant doit respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation concernant les mesures compensatoires et d'accompagnement en informant le préfet avant le début des travaux relatifs à ces mesures et communiquant les rapports d'évaluations des mesures réalisées dans les délais fixés par ce même arrêté préfectoral.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite qui avaient été données	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Respect du phasage d'exploitation	AP Complémentaire du 13/04/2021, article 1	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
2	Mesures d'accompagnement et zones humides	Arrêté Préfectoral du 12/01/2015, article III-15-1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	5 mois
3	Mesures compensatoires	Arrêté Préfectoral du 12/01/2015, article III-15-3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	6 mois
4	Mesures compensatoires	Arrêté Préfectoral du 12/01/2015, article III.15.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	6 mois
6	Incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17	/	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
7	Garanties financières	AP Complémentaire du 13/04/2021, article 2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Actualisation des garanties financières	AP Complémentaire du 13/04/2021, article 2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation de la carrière a été perturbée par les inondations de 2024.

L'exploitant doit respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation concernant les mesures compensatoires et d'accompagnement en informant le préfet avant le début des travaux relatifs à ces mesures et communiquant les rapports d'évaluations des mesures réalisées dans les délais fixés par ce même arrêté préfectoral.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect du phasage d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/04/2021, article 1
Thème(s) : Autre, Phasage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 08/11/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :• date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>Le plan de phasage de l'arrêté préfectoral de 2015 est remplacé par le plan de phasage annexé au présent arrêté préfectoral.</p> <p>Toutefois, le décapage des zones 2023 et suivantes ne pourra débuter que si sont effectivement réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none">- la mesure compensatoire A1 prescrite par l'article III-15-3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation: conversion d'espaces cultivés en prairies humides réalisée par des opérations de préparation du sol (labour, passage d'une herse) et de végétalisation à partir de graminées et de légumineuses ;- la mesure d'accompagnement A2 prescrite par l'article III-15-1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation (conversion d'espaces cultivés en prairies mésophiles réalisée par des opérations de préparation du sol (labour, passage d'une herse) et de végétalisation à partir de graminées et de légumineuses).
Constats : <p>La facture concernant le semis de graminées et de légumineuses n'a pas été transmise à l'inspection alors que la découverte 2023 est faite et l'exploitation de la carrière se poursuit. L'exploitant explique que rien ne s'est passé comme prévu, le site a été inondé 3 fois en 2024: Le pont d'accès a été fragilisé et a dû faire l'objet de travaux importants. Lorsque les terrains ont été praticables l'exploitant agricole en charge de cette opération a été très occupé par son exploitation agricole.</p> <p>L'exploitant pense qu'il faut reprendre l'ensemble des opérations prévues des mesures A1 et A2 : labour + herse+ semis.</p> <p>Il pense que cela pourra être fait avant le 30 avril 2025.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmettra un justificatif (labour+ herse + semis) à l'inspection avant le 30 avril 2025.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Mesures d'accompagnement et zones humides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2015, article III-15-1
Thème(s) : Autre, Conversion d'un espace agricole en prairie mésophile
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 08/11/2023

<ul style="list-style-type: none"> • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 30/01/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Secteur : A2 ,Sud de la barrette "Agence de l'eau" (hors périmètre carrière)</p> <p>Superficie concernée : 8 ha</p> <p>Descriptif: Conversion d'espaces cultivés en prairies mésophiles réalisée par des opérations de préparation du sol (labour, passage d'une herse) et de végétalisation à partir de graminées et de légumineuses.</p> <p>Délai de réalisation: pendant la première phase quinquennale (de 0 à 5 ans)</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme exposé au point précédent cette mesure d'accompagnement concernant un secteur hors périmètre carrière pas pu aller à son terme en 2024. L'exploitant pense pouvoir réaliser cette mesure en 2025. L'inspection rappelle qu'il faut tenir compte de la présence de plantes messicoles.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra un justificatif de réalisation à l'inspection avant le 30 avril 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 5 mois</p>

N° 3 : Mesures compensatoires

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2015, article III-15-3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Mesures compensatoires</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite qui avait été actée : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 29/03/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En compensation aux atteintes des parties de zones humides visées à l'article III-15-2 et également en vue de limiter la surface résiduelle d'eau libre selon les préconisations du schéma départemental des carrières de Seine-et-Marne compatibles avec l'orientation 97 du SDAGE Seine-Normandie, le pétitionnaire restaurera et/ou créera des zones humides (prairies humides, forêt alluviale, hauts-fonds etc.) sur une surface de 27,5 hectares dont le détail est fourni dans le tableau qui suit.</p> <p>Leur fonctionnalité est équivalente à celle des zones humides impactées afin de compenser les services et fonctions rendus par ces dernières.</p> <p>Les sites des mesures compensatoires sont situés dans l'emprise de la carrière et hors-situ. Le plan en annexe du présent arrêté localise l'emplacement des zones humides compensatoires. (...)</p>

Six mois avant le démarrage d'une tranche de travaux de compensation, le pétitionnaire devra transmettre le projet de réalisation des mesures compensatoires à l'inspection des installations classées. Ce projet contient :

- un plan situant précisément l'emplacement de la mesure compensatoire,
- le mode d'aménagement et de fonctionnement de la zone humide,
- les mesures de gestion et d'entretien de la zone humide.

(voir les détails zone par zone dans la partie constat)

Le pétitionnaire avertira quinze jours à l'avance l'inspection des installations classées du démarrage des travaux de compensation pour chaque tranche.

Lorsque la réalisation d'une tranche de zones humides est terminée, le pétitionnaire en informe le Préfet

Constats :

Secteur	Superficie concernée	Descriptif des mesures de restauration et d'entretien de zones humides	Délai de réalisation
Emprise des terrains à réserver pour l'alimentation en eau potable au Sud de la Grande noue d'Hermé A1	7,8ha	Conversion d'espaces cultivés en prairies humides réalisée par des opérations de préparation du sol (labour, passage d'une herse) et de végétalisation à partir de graminées et de légumineuses	1ère phase quinquennale de 0 à 5 ans Réponse de l'exploitant le 8/11/2023 ; Labour et herse en 2022 Réponse de l'exploitant le 14/11/2024 : Labour ; herse et semis seront refaits en 2025
Grande Noue d'Hermé B	-	Travaux de débroussaillage : travaux ponctuels d'ouverture de la végétation de la noue permettant un ensoleillement du cours d'eau et l'apparition de végétations aquatiques et humides actuellement absentes, ces travaux consistent notamment en un débroussaillage du lit de la Noue, et une coupe d'arbres (peupliers notamment) en cas de besoin.	1ère phase quinquennale de 0 à 5 ans en liaison avec la fédération départementale de pêche et de l'ONEMA. Réponse de l'exploitant le 8/11/2023 ; octobre 2020 et janvier 2023 Réponse de l'exploitant le 14/11/2024 : l'opération aura à nouveau lieu en 2026 au plus tard.
Grande Noue d'Hermé C	1,5ha	Travaux de reprofilage des berges : des travaux de terrassement des berges en pentes douces seront réalisés, pour favoriser l'apparition de groupements	1ère et 2ème phases quinquennales de 0 à 10 ans en liaison avec la fédération

		végétaux diversifiés sur les berges. Par ailleurs, quelques déflecteurs en bois seront mis en place au sein de la Noue, pour favoriser une redynamisation morphologique du cours d'eau.	départementale de pêche et de l'ONEMA. Réponse de l'exploitant le 8/11/2023 ; en 2020 et en octobre 2023 mais que du côté ouest. Réponse de l'exploitant le 14/11/2024 : l'opération aura à nouveau lieu en 2026 au plus tard.
Prairie humide basophile D	1,2ha	Des travaux d'entretien par débroussaillage et fauche de la végétation en fin d'été ou début d'automne seront réalisés, pour conserver l'intérêt écologique du secteur	Entretien périodique réalisé tous les 3 ou 4 ans de la 1ère à la 4ème phase quinquennale de 0 à 20 ans Réponse de l'exploitant le 8/11/2023 ; en octobre 2020, Janvier 2023 et octobre 2023. Réponse de l'exploitant le 14/11/2024 : l'opération aura à nouveau lieu en 2026 au plus tard.
Peupleraie Ouest E	0,45ha	Conversion de la peupleraie Ouest en boisements alluviaux	1ère phase quinquennale de 0 à 5 ans. Réponse de l'exploitant le 8/11/2023 ; Octobre 2020
Secteur	Superficie concernée	Descriptif des mesures de création de zones humides	Délai de réalisation
Terrains au Nord de la Grande noue d'Hermé – Partie Nord-Ouest F	7,6ha	Création de prairies humides mésohygrophiles à hygrophiles : Les terrains seront remblayés avec les matériaux de découverte issus du site d'extraction, jusqu'à une cote d'environ 1 mètre sous le niveau du terrain naturel. Un travail préparatoire du sol sera réalisé pour améliorer la structure du sol et préparer le lit de semence (labour, passage à la herse). La végétalisation sera réalisée par enherbement à partir d'un mélange d'espèces indigènes de graminées et	1ère phase quinquennale de 0 à 5 ans Réponse de l'exploitant le 8/11/2023 ; en cours mais pas finalisé Réponse de l'exploitant le 14/11/2024 : Modelage fait, pas de semis, la végétation a poussée d'elle-même.

		légumineuses	
Terrains au Nord de la Grande noue d'Hermé –Partie Nord-Est (bassin de décantation n°1) G		Création de prairies humides mésohygrophiles à hygrophiles : Les terrains seront remblayés par les fines de lavage de décantation puis par des terres de découvertes jusqu'à une cote d'environ 1 mètre sous le niveau du terrain naturel. Les modalités des travaux reprennent ensuite celles de la partie Nord-ouest	2ème phase quinquennale de 5 à 10 ans. Réponse de l'exploitant le 8/11/2023 ; le comblement du bassin par des fines de lavage prend du retard. Réponse de l'exploitant le 14/11/2024 : la quantité de sables et graviers lavés sur place est moindre, le remblaiement par les fines prend du retard
Plan d'eau Ouest créé – Partie Nord-Est H		Création de prairie mésophile :	3ème phase quinquennale de 10 à 15 ans
Plan d'eau Ouest créé – Autres berges I	Surface en eau libre limitée à 25ha	Création de hauts-fonds : Les berges seront façonnées à partir des terres de découverte. Lorsque la pente de stabilité sera atteinte, des travaux complémentaires de terrassement seront effectués sur certains linéaires de berge (surcreusement de méandres) afin de favoriser les zones de hauts-fonds et le développement de la végétation hélophytique	2ème et 3ème phases quinquennales de 5 à 15 ans Réponse de l'exploitant le 14/11/2024 : Fait en partie
Plan d'eau Est créé – Partie Nord-Est (bassin de décantation n°2) J		Création de hauts-fonds Les fines de décantation seront acheminées pour sédimentation dans le bassin pour faire apparaître des zones de hauts fonds sur lesquelles se développeront des formations hélophytiques et des mégaphorbaies avec si nécessaire apport de végétaux indigènes	Travaux étalés de la 2 ^e phase à la 4 ^e phase quinquennale de 5 à 20 ans. Réponse de l'exploitant le 14/11/2024 : en cours
Plan d'eau Est créé – Autres berges K	Surface en eau libre limitée à 20ha	Création de hauts-fonds : Les berges seront façonnées à partir des terres de découverte. Lorsque la pente de stabilité sera atteinte, des travaux complémentaires de terrassement seront effectués sur certains linéaires de berge (surcreusement de méandres) afin de favoriser les zones de hauts-fonds et le développement de la végétation hélophytique	Travaux étalés sur la 1 ^{re} , 3 ^e et 4 ^e phases quinquennales de 0 à 5 ans puis de 10 à 20 ans

Des travaux sont réalisés mais l'exploitant ne respecte pas les conditions d'information de l'inspection et du préfet définies par l'arrêté d'autorisation.

L'exploitant n'a pas transmis de projet comme décrit par cet article 6 mois avant le démarrage d'une tranche de travaux de compensation, il n'a pas averti l'inspection 15 jours avant le démarrage des travaux, ni informé le préfet de la fin d'une opération concernant une zone humide.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'engage à respecter les dispositions de cet article en 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Mesures compensatoires, suivis

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2015, article III.15.4

Thème(s) : Autre, Suivis des mesures compensatoires

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 29/03/2024

Prescription contrôlée :

A l'issue des travaux de réalisation des zones humides puis tous les deux ans, le pétitionnaire fait procéder, dans les zones humides ainsi recrées et/ou restaurées, à des inventaires floristiques et faunistiques aux périodes biologiquement les plus propices, afin d'évaluer la viabilité des mesures mises en place.

Les résultats des inventaires floristiques et faunistiques font l'objet de rapports qui évaluent le degré d'adéquation entre les résultats des inventaires floristiques et faunistiques et les critères à retenir, en application de l'article R. 211-108 du Code de l'environnement, pour la définition des zones humides mentionnées à l'article L. 211-1 du même code. En fonction de ces résultats, ces rapports se prononcent sur la réussite et la viabilité des zones humides compensatoires mises en œuvre dans le cadre du présent projet.

Un premier rapport d'évaluation est adressé au Préfet, avant le 31 décembre de la première année qui suit la date de réalisation de la zone humide, puis tous les trois ans.

En fonction des résultats du suivi des zones humides, les mesures de gestion ou de compensation qui s'avéreraient éventuellement nécessaires feront l'objet de prescriptions complémentaires.

Lorsqu'à l'issue de la réception du troisième rapport d'évaluation, il apparaît que les résultats des inventaires floristiques et faunistiques ne sont pas satisfaisants en termes de présence d'espèces caractéristiques des zones humides au sens de l'article R. 211-108 du Code de l'environnement, le Préfet peut prononcer l'échec de la réalisation de la zone humide de compensation.

Lorsque l'échec de la réalisation de la zone humide de compensation est prononcé, l'exploitant conçoit et réalise une autre zone humide de compensation, selon les mêmes caractéristiques et modalités que celles édictées par l'article III-15.

Constats : Cet article prévoit la communication au préfet de rapport d'évaluation des travaux de réalisation de zones humides dès la première année qui suit la réalisation des travaux de création, récréation et restauration de zones humides. Le premier rapport doit être transmis avant le 31 décembre de la première année qui suit la date de réalisation de la zone humide.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'inspection des rapports qui répondent point par point aux dispositions de cet article.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : Le rapport du contrôle des installations électriques effectué le 31 mai 2024 ne comporte pas d'observations. Le rapport de contrôle des installations par thermographie infrarouge réalisé le 31 mai 2024 comporte 3 observations levées le 24 juin 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ; - d'un ou plusieurs appareils de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m ³ /h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et fournit un

<p>débit de 60 m³/h.</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau.</p> <p>Si les moyens de défense incendie sont moindres, l'exploitant est en mesure de présenter à l'inspection des installations classées, l'accord écrit des services d'incendie et de secours et les justificatifs attestant des moyens de défense incendie immédiatement disponibles demandés par ces mêmes services.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les seuls équipements disponibles sont les extincteurs.</p> <p>L'exploitant envisage de mettre en place une réserve d'eau.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 7 : Garanties financières

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/04/2021, article 2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Respect des paramètres déterminant le montant de référence</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le montant de référence des garanties financières TTC de la période 2022-2027 est calculé avec:</p> <p>S1= 2 ha 20 a 2 ca</p> <p>S2=14 ha 62 a 27 ca</p> <p>L=4655 m</p> <p>Valeur de l'indice TP01 utilisé pour le calcul à la date de l'arrêté de prescriptions complémentaires =108,8 (juin 2020)</p> <p>.....</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan des garanties financières daté du 15 novembre 2023 indique:</p> <p>S1 = 3ha 13a 0ca</p> <p>S2 = 15ha 22a 97ca</p> <p>L= 3813,15 m</p> <p>S1 et S2 sont dépassés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit fournir un nouveau calcul des garanties financières. Il utilisera pour calculer les montants de référence des garanties financières des périodes à venir les valeurs des paramètres S1, S2 et L qu'il aura déterminés et le dernier indice TP01 connu.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Actualisation des garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/04/2021, article 2

Thème(s) : Autre, Actualisation des garanties financières

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières, par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté du 9 février 2004 susvisé, et atteste de cette actualisation auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TPO1, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant. Le document établissant la constitution des garanties financières actualisées est adressée au préfet.

Le montant des garanties financières est actualisé selon la formule suivante :

$$C_n = \text{Cr} \times (\text{Index}_n) \times (1 + \text{TVA}_n)$$

$$\text{Index}_r \times (1 + \text{TVA}_r)$$

avec:

Cr : le montant de référence des garanties financières mentionné dans le tableau ci-dessus,

Cn: le montant des garanties financières à provisionner l'année n et figurant dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières ;

Index_n : indice TPO1 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières. Index_r : indice TP01 utilisé pour l'établissement des montants de référence des garanties financières mentionnés dans le tableau ci-dessus TP01 juin 2020 = 108,8x 6,5345 (coefficient de raccordement) = 711

TVA_n : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

TVA_r : taux de la TVA applicable à l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières soit 0,20

Constats :

L'indice TP01 a dépassé 125,12 depuis l'indice d'avril 2022 publié en octobre 2022.

L'indice TP01 a donc varié de plus de 15% depuis plus de 6 mois et l'exploitant n'a pas actualisé les garanties financières de la carrière en produisant un nouvel acte de cautionnement.

Le dernier indice TP01 connu est l'indice TP01 d'août 2024 = 130,1 paru au JO le 16/10/2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra un acte de cautionnement selon le nouveau calcul déterminé en réponse au point de contrôle précédent.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

